

Revue de presse

Mercredi 28 Janvier 2026



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Emission des Sukuk souverains: 296,650 milliards de Da à mobiliser pour financer de grands projets publics

Le montant cible de la première opération d'émission de sukuk souverains en Algérie, dont la souscription a démarré mardi, s'élève à 296,650 milliards de dinars, indique la note d'information relative à l'opération publiée par le Trésor public, précisant que ces ressources serviront au financement de grands projets publics, notamment dans les infrastructures, les équipements et les services publics.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Souscription aux Sukuk souverains : une étape majeure dans la consolidation du système de financement participatif en Algérie

Des experts en finance islamique ont indiqué, mardi, que le lancement officiel de la souscription aux Sukuk souverains en Algérie marque une étape majeure dans la consolidation du système de financement participatif dans le pays, en tant qu'instrument de finance islamique complémentaire contribuant à la mobilisation de l'épargne nationale pour le financement des projets de développement.

Réunion du gouvernement : l'agriculture et l'industrie à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mardi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles et du projet de feuille de route du secteur de l'industrie, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mardi 27 janvier 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

La BDL prévoit un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars en 2026

La Banque de développement local (BDL) prévoit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars, soit une augmentation de 10 à 15 % par rapport à l'exercice 2025, a déclaré, mardi à Annaba, le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Mebarek.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'inauguration, aux côtés du wali, Abdelkrim Lamouri, du nouveau siège de la direction régionale d'exploitation, au centre d'Annaba, le même responsable a souligné que ces "prévisions reposent sur un plan ambitieux axé sur la diversification de l'offre bancaire et l'intensification des financements destinés à la consommation et au logement".

BEA

Signature de deux conventions pour garantir les crédits d'exploitation aux PME

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) et le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR), ont signé, mardi à Alger, deux (2) conventions visant à garantir des crédits d'exploitation classiques et islamiques au profit de ces entreprises, a indiqué un communiqué de la banque publique.

La cérémonie de signature qui s'est déroulée au siège de la direction générale de la banque, a été présidée par le Directeur général par intérim de la BEA, M. Mounir Belala et le Directeur général du FGAR, El-Hadi Temmam.



Réunion du gouvernement : zoom sur l'organisation des coopératives agricoles

La réunion hebdomadaire du gouvernement s'est tenue, hier au Palais du Gouvernement, sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb.

Elle a été consacrée à l'organisation des coopératives agricoles et à l'examen des programmes sectoriels triennaux. Ainsi, le gouvernement a entamé l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles, de leur organisation et de leur fonctionnement. Ce texte vise à moderniser le cadre juridique et organisationnel des coopératives agricoles en Algérie dans le but de renforcer leur rôle dans le développement agricole, la sécurité alimentaire et la promotion de l'investissement rural.

Recul des prix du pétrole : le Brent à 65,59 dollars

Les prix du pétrole ont reculé à la clôture lundi soir, après la reprise à pleine capacité des opérations du principal oléoduc d'exportation au Kazakhstan.

Les contrats à terme sur le Brent ont baissé de 29 cents, soit 0,44%, pour s'établir à 65,59 dollars le baril à la clôture.

L'actualité économique prend les devants

Les dossiers économiques manifestent leur présence en ce début d'année, car ils sont au centre des préoccupations aussi bien du gouvernement que des citoyens et des chefs d'entreprises. Ces agents économiques sont à la recherche d'un équilibre entre leurs revenus et leurs dépenses, à travers une rationalisation de leur comportement.

Les premiers éléments pris en compte sont ceux ayant trait aux facilités d'accès aux ressources et à l'optimisation des revenus, de l'épargne et de l'investissement. Le mécanisme consiste à inciter à la création de l'entreprise, pour créer de l'emploi au profit de citoyens, pour que le gouvernement dispose d'une assiette large de perception de l'impôt finançant les infrastructures publiques.



Sukuk souverains : 296,650 milliards de Da à mobiliser pour financer de grands projets publics

Le montant cible de la première opération d'émission de sukuk souverains en Algérie, dont la souscription a démarré hier, s'élève à 296,650 milliards de dinars.

Cette émission de sukuk souverains, réalisée selon la formule Ijara – usufruit, vise des objectifs économiques stratégiques, notamment le financement d'actifs productifs, la relance des grands projets d'infrastructures et la réduction de la dépendance aux formes traditionnelles d'emprunt public.



Emission des sukuk souverains : Un levier pour la dynamisation du marché financier

Des experts de la finance islamique ont accueilli favorablement le lancement de l'émission des premiers sukuk souverains, opérationnels officiellement depuis ce mardi.

Ils sont nombreux à considérer ce sukuk souverains comme un levier pour la dynamisation du secteur financier et assurantiel.

Financement des grands projets

L'État se tourne vers l'épargne nationale

La première émission de souscription aux sukuk souverains vise un montant cible de 296,650 milliards de dinars.

Face aux besoins croissants de financement des grands projets structurants, l'État algérien explore de nouvelles pistes au-delà des mécanismes classiques de recours aux banques de développement régionales ou aux formes traditionnelles d'emprunt public.

Allocation chômage

Les nouvelles obligations entrent en vigueur

En vigueur depuis le 1er janvier, elles visent à renforcer la rigueur et l'efficacité du dispositif d'allocation chômage.

Les nouvelles conditions d'octroi de l'allocation chômage, dont le montant est passé de 15 000 à 18 000 DA net par mois, viennent d'être publiées au dernier numéro du Journal officiel.

Cette mesure officialise un encadrement plus strict du dispositif, avec des obligations précises pour les bénéficiaires et des modalités de versement clairement définies. Le décret publié modifie et complète certaines dispositions du décret exécutif n°22-70 du 10 février 2022, conformément à la loi n°83-11 relative aux assurances sociales.



Le trésor lance son emprunt souverain en sukuk

L'État, par le biais du Trésor public, procédera dès aujourd'hui au lancement officiel d'une grande opération de souscription de «sukuk souverains Ijara Usufruit», ouverte au grand public et conforme aux principes de la finance islamique, annonce un communiqué rendu public hier par les services du ministère des Finances. Un emprunt souverain, c'est-à-dire émis et garanti directement par l'État en étant adossé à des biens et actifs publics réels et qui marque ainsi, selon le même communiqué, «une étape majeure dans le développement du marché financier national et dans la consolidation de la finance islamique en Algérie».



L'État veut mieux maîtriser les importations

L'État se penche sur un meilleur encadrement des importations pour servir l'ambition de renforcer la production nationale et de réduire la dépendance extérieure.

Cette démarche, qui se veut pragmatique et non prohibitive, a été réaffirmée avec force lors d'une réunion du Haut-Conseil de régulation des importations, présidée hier par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. La séance a été consacrée à l'examen du bilan des importations pour 2025 et aux perspectives pour 2026.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le Conseil a passé en revue des mesures visant à « améliorer le dispositif d'encadrement des importations, à travers une meilleure prise en charge des attentes des opérateurs économiques, en vue de répondre aux besoins réels de l'économie nationale ».



Emission des Sukuk souverains : 296,650 milliards de dinars à mobiliser pour financer de grands projets publics

Le montant cible de la première opération d'émission de sukuk souverains en Algérie, dont la souscription a démarré mardi, s'élève à 296,650 milliards de dinars, indique la note d'information relative à l'opération publiée par le Trésor public, précisant que ces ressources serviront au financement de grands projets publics, notamment dans les infrastructures, les équipements et les services publics.



Dispositif exceptionnel de régularisation fiscale volontaire : Suspension de tous types de contrôle pour l'année 2026

Dans une note adressée aux différents services fiscaux, la Direction générale des impôts (DGI) a instruit la suspension de tous types de contrôle pour l'année 2026, et ce, dans le cadre du dispositif exceptionnel de régularisation fiscale volontaire institué par l'article 93 de la loi des finances pour l'exercice en cours.

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la loi de finances pour 2026, a institué à la faveur de son article 93, un dispositif exceptionnel de régularisation fiscale volontaire, au profit des personnes physiques et morales en situation irrégulière vis-à-vis de l'administration fiscale », souligne la DGI dans la note datée du 26 janvier en cours.



[La BDL prévoit un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars en 2026](#)

La Banque de développement local (BDL) prévoit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars, soit une augmentation de 10 à 15 % par rapport à l'exercice 2025, a déclaré, mardi à Annaba, le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Mebarek.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'inauguration, aux côtés du wali, Abdelkrim Lamouri, du nouveau siège de la direction régionale d'exploitation, au centre d'Annaba, le même responsable a souligné que ces « prévisions reposent sur un plan ambitieux axé sur la diversification de l'offre bancaire et l'intensification des financements destinés à la consommation et au logement ».



[Algérie : 296,6 milliards DA mobilisés via sukuk souverains](#)

L'Algérie vient de franchir une étape majeure dans la diversification de ses instruments financiers avec le lancement officiel des sukuk souverains Ijara – usufruit, une opération qui vise donc à mobiliser près de 296,650 milliards de dinars pour financer de grands projets publics, informe une note du Trésor public.

Une alternative aux emprunts classiques

Contrairement aux obligations traditionnelles, les sukuk reposent sur des actifs tangibles. Dans ce cas, ils sont adossés à un portefeuille d'immeubles et de terrains appartenant à l'État, dont la valeur d'usufruit a été évaluée par la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED) et validée par la Direction générale des domaines nationaux.

الصكوك السيادية: الهدف بلوغ اكتتاب 296,6 مليار دج لتمويل مشاريع عمومية كبرى

تبلغ قيمة أول عملية إصدار للصكوك السيادية في الجزائر، التي انطلقت عملية الاكتتاب فيها اليوم الثلاثاء، 296,650 مليار دج، حيث سَتُوجَّه الموارد المجمعة من هذا الإصدار لتمويل مشاريع عمومية كبرى، لا سيما في مجالات البنية التحتية والتجهيزات والخدمات العامة، بما يساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد، وفق المذكرة الإعلامية الخاصة بالعملية، التي نشرتها الخزينة العمومية .

ويرمي هذا الإصدار، الذي يأتي وفق صيغة إجارة – حق الانتفاع، إلى تحقيق أهداف اقتصادية استراتيجية، من بينها تمويل الأصول الإنتاجية، وإنعاش مشاريع البنية التحتية الكبرى، وتقليل الاعتماد على الأشكال التقليدية للاقتراض العام، توضح ذات الوثيقة الموقعة من قبل وزير المالية عبد الكريم بوالزرد.

إطلاق اكتتاب الصكوك السيادية: لجنة اضافية في منظومة التمويل التشاركي في الجزائر

أجمع خبراء في التمويل الإسلامي، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، على أن الإطلاق الرسمي للاكتتاب في أول عملية إصدار للصكوك السيادية في الجزائر يشكل خطوة مهمة ومكملة لمنظومة التمويل الإسلامي في البلاد، بالنظر لمساهمتها في تعبئة الادخار الوطني لدعم مشاريع التنمية واستقطاب رؤوس الأموال بطريقة شرعية وآمنة.

وخلال ندوة حول التأمين التكافلي، أبرز المشاركون أهمية الصكوك السيادية في مسار تطوير التمويل الإسلامي، مشيرين إلى أن هذه الأداة الجديدة ستساهم في استقطاب رؤوس الأموال لتوجيهها لتمويل مشاريع البنى التحتية، مساهمة في تنويع مصادر تمويل الاقتصاد. وللاشارة، أعلنت الخزينة العمومية، أمس، عن الإطلاق الرسمي لعملية الاكتتاب في الصكوك السيادية بصيغة "إجارة – حق الانتفاع" ابتداء من اليوم الثلاثاء، كوسيلة لتعزيز السوق المالية الوطنية ومنظومة التمويل الإسلامي في الجزائر، بحيث تم فتح الاكتتاب أمام الأفراد و المؤسسات عبر البنوك و مؤسسات التأمين و الخزينة العمومية.

بنك التنمية المحلية: توقع رقم أعمال يفوق 110 مليار دج خلال سنة 2026

يتوقع بنك التنمية المحلية أن يصل رقم أعماله خلال السنة الجارية 2026 إلى أكثر من 110 مليار دج ليسجل بذلك زيادة تتراوح بين 10 و 15 بالمائة مقارنة بالنتائج المحققة خلال سنة 2025، حسبما أفاد به اليوم الثلاثاء بعناية المدير العام لهذه المؤسسة المالية العمومية، محمد مبارك.

وفي تصريح لـ /وأج على هامش تدشينه للمقر الجديد للمديرية الجهوية للاستغلال بوسط مدينة عنابة رفقة رئيس الجهاز التنفيذي المحلي، عبد الكريم لعموري، بأن "هذه التوقعات تستند إلى مخطط أعباء طموح يركز على تنويع العرض المصرفي وتكثيف التمويلات الموجهة للاستهلاك والسكن"، مبرزاً بأن "تعزيز الشبكة الهيكلية في قطب اقتصادي كعناية سيساهم بشكل مباشر في عصرنه الخدمات وتحسين ظروف الاستقبال بما يعكس التزام المؤسسة بالاستثمار في العنصر البشري وخلق حركية تنموية محلية تتماشى مع الأهداف المالية المسطرة للبنك".

بنك الجزائر الخارجي: توقيع اتفاقيتين لضمان قروض الاستغلال للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة

وقع بنك الجزائر الخارجي وصندوق ضمان القروض للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، اتفاقيتين تهدفان إلى ضمان قروض الاستغلال في الصيرفة الكلاسيكية وتمويلات الاستغلال في الصيرفة الإسلامية لفائدة هذه المؤسسات، حسبما أفاد به بيان للبنك العمومي.

وجرت مراسم التوقيع بمقر المديرية العامة للبنك، تحت إشراف كل من المكلف بتسيير المديرية العامة لبنك الجزائر الخارجي بالنيابة، منير بلعلی، والمدير العام لصندوق ضمان القروض للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، الهادي تمام.

الاكتتاب في الصكوك السيادية يستهدف 296,9 مليار دينار

تمويل مشاريع عمومية كبرى

تقدر قيمة أول عملية إصدار للصكوك السيادية في الجزائر، والتي انطلقت عملية الاكتتاب فيها، أمس الثلاثاء بـ296,650 مليار دينار، حيث ستوجه الموارد المجمعة من هذا الإصدار لتمويل مشاريع عمومية كبرى، لا سيما في مجالات البنية التحتية والتجهيزات والخدمات العامة، بما يساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد.

أوضحت الخزينة العمومية في مذكرة إعلامية خاصة بالعملية، أن هذا الإصدار الذي يأتي وفق صيغة إجارة حق الانتفاع، يرمي إلى تحقيق أهداف اقتصادية استراتيجية، بما في ذلك تمويل الأصول الإنتاجية، وإنعاش مشاريع البنية التحتية الكبرى، وتقليل الاعتماد على الأشكال التقليدية للاقتراض العام، وتستخدم الأموال المجمعة من هذا الإصدار لتمويل مشاريع عمومية كبرى، تساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد، لا سيما في مجالات البنية التحتية والتجهيزات والخدمات العامة.

يجسد حرص الرئيس تبون على إعادة رسم مستقبل قطاع المناجم

منجم غارا جبيلات.. المعجزة تتحقق

ينتظر أن يعيد منجم غارا جبيلات الذي يضم أحد أكبر الاحتياطات في العالم، والذي التزم رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بوصول أولى شحنات الحديد الخام المستخرج منه إلى ولاية وهران، مع نهاية الشهر الجاري، رسم مستقبل قطاع المناجم في الجزائر، ودعم الصناعة التحويلية المنجمية، وكذا تعزيز مبدأ السيادة الاقتصادية وتنويع موارد البلاد خارج المحروقات.

يندرج استغلال منجم غارا جبيلات الذي التزم رئيس الجمهورية، بتجسيده "تحقيقا لرغبة وطنية كان قد عبر عنها الرئيس الراحل هواري بومدين"، في إطار حرص الرئيس تبون على إعادة رسم مستقبل قطاع المناجم الذي يعول عليه لبعث قاعدة صناعية قوية تركز على تثمين الموارد المنجمية محليا وربطها بسلاسل القيمة الصناعية، وضمن رؤية وطنية شاملة تهدف إلى تنويع الاقتصاد الوطني وتقليص التبعية للمحروقات، خاصة وأن الاستغلال لا يقتصر فقط على الاستخراج، بل يشمل مراحل متكاملة للتثمين، من المعالجة الأولية بالموقع، إلى تحويل الحديد إلى مراكز وكريات، قبل توجيه الإنتاج لتلبية حاجيات الصناعات الوطنية والتصدير عبر ميناء وهران.

وزارة المالية تقدم شروحات إضافية حول المشروع الأول من نوعه:

هذه تفاصيل أرباح الجزائريين أصحاب الصكوك السيادية

انطلاقا من استثمار بسيط يبتدئ بـ100 ألف دينار، تتيح الصكوك السيادية «إجارة – حق الانتفاع» للمواطن تحقيق أرباح سنوية مضمونة انطلاقاً من 6 آلاف دينار إلى 60 ألف دينار عن كل صك، تُدفع مرة واحدة في السنة على شكل إيجار، مع استرجاع كامل قيمة الاستثمار عند نهاية المدة، هذا ما كشفه دليل رسمي أصدرته وزارة المالية، يشرح آلية تحقيق الأرباح من أول تجربة جزائرية للصكوك السيادية، باعتبارها بديلاً آمناً للادخار التقليدي، من دون فوائد ربوية، وبعائد ثابت ومنخفض المخاطر تتحمله الدولة نفسها بصفتها المستأجرة للأصول العقارية.

وأصدرت وزارة المالية، الثلاثاء دليلاً من 11 صفحة حول فهم الصكوك السيادية «إجارة – حق الانتفاع»، الذي يتضمن كافة التفاصيل المتعلقة بأول تجربة للجزائر في هذا النوع من أدوات التمويل الإسلامية، في خطوة تندرج ضمن مساعي عصرنة النظام المالي الوطني وتنويع مصادر التمويل وتعبئة الادخار المحلي.

أصدرت تعليمة جديدة لتسهيل التسوية الجبائية الطوعية:

الضرائب تعلق معظم عمليات الرقابة لسنة 2026.. وهؤلاء معنيون!

تقرر رسمياً تعليق إطلاق عمليات الرقابة الجبائية الجديدة خلال سنة 2026، بهدف تمكين المكلفين من الاستفادة من جهاز التسوية الجبائية الطوعية الذي أقرته وزارة المالية، والذي يسمح بتسوية الوضعيات الجبائية مقابل ضريبة وحيدة تحريرية بنسبة 8 بالمائة، على أن يشمل التعليق أغلب المكلفين، مع استثناء المؤسسات الكبرى والقطاعات ذات الرهان الجبائي المرتفع التي تبقى خاضعة للرقابة.

وحسب تعليمة موقعة من طرف المكلف بتسيير المديرية العامة للضرائب جمال حنيش بتاريخ 26 جانفي 2026، اطلعت عليها «الشروق»، أقرت وزارة المالية جهازاً استثنائياً للتسوية الجبائية الطوعية، تضمن تعليق معظم عمليات الرقابة الجبائية خلال سنة 2026، في خطوة تهدف إلى تشجيع المكلفين على تسوية وضعياتهم الجبائية دون اللجوء إلى إجراءات ردعية.

ترخيص استثنائي من وزارة المالية لصرفها على المكشوف:

هكذا سيتم دفع رواتب الموظفين لشهر فيفري ومارس

سمحت وزارة المالية، بصفة استثنائية، بالدفع على المكشوف لرواتب الموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات والإدارات العمومية، وذلك بعنوان شهر فيفري ومارس 2026.

وحسب تعليمة صادرة عن وزارة المالية، بتاريخ 27 جانفي 2026، تحت رقم 002، موقعة من طرف الأمين العام للوزارة كمال سرغني، موجهة إلى الأمناء العامين للوزارات والهيئات العمومية ومختلف المصالح المعنية، تقرر رسميًا الترخيص بالدفع على المكشوف للأجور، في إطار تسيير المرحلة الانتقالية المرتبطة بإعادة تشكيلة الحكومة.

وطبق ذات التعليمات التي اطلعت عليها "الشروق"، فإن هذا الإجراء يخص رواتب الموظفين والأعوان العموميين للمؤسسات والإدارات العمومية، على أن يتم صرف الأجور وفق الجداول الأصلية الموقوفة بتاريخ 31 ديسمبر 2025، بالنسبة للوزارات المعنية بإعادة تشكيلة الحكومة.



مشروع غارا جبيلات يستحدث 5 آلاف منصب شغل مباشر و20 ألف منصب غير مباشر

كشف مدير التشغيل لولاية بشار بلعيد شافع، أن مشروع غارا جبيلات سيسمح باستحداث حوالي 5 آلاف فرصة شغل مباشرة و20 ألف غير مباشرة.

وأكد مدير التشغيل لولاية بشار، لدى نزوله هذا الثلاثاء، ضيفا على برنامج "صباح الخير" لإذاعة الجزائر، أن "مشروع القرن" غارا جبيلات يفتح آفاق اقتصادية واجتماعية كبيرة لمنطقة الجنوب الغربي الجزائري وللوطن ككل. فضلا على كونه مشروع ضخم سيساهم في تعزيز مصادر الدخل. ودفع الصناعة التحويلية المنجمية وتعزيز مبدأ السيادة الاقتصادية وتنويع موارد البلاد خارج المحروقات.

MARCHÉ FINANCIER NATIONAL

Les premiers sukuk arrivent

Le Trésor public a officiellement lancé, depuis hier mardi, une opération de souscription aux sukuk souverains Ijara Usufruit, marquant une étape historique dans l'évolution du système financier algérien.

Pour la première fois, l'Algérie fait son entrée dans l'univers des sukuk souverains, des instruments financiers conformes aux principes de la finance islamique, avec pour objectif principal de mobiliser l'épargne nationale et de diversifier durablement les sources de financement de l'Etat.

En septembre dernier, il avait été annoncé par le ministère des Finances qu'un appel public à la souscription aux sukuk souverains allait porter sur un montant global de 296 milliards de dinars, soit près de 2,5 milliards de dollars. Une opération qui s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réduire la dépendance aux mécanismes classiques de financement, tout en offrant aux citoyens une alternative d'investissement sécurisée, transparente et conforme à la charia.

Les sukuk souverains Ijara Usufruit reposent sur le principe de la location, ou ijara, et sont adossés à des actifs immobiliers appartenant à l'Etat.

Ce montage garantit aux souscripteurs un rendement locatif annuel de 6%, sur une durée de sept ans, totalement exonéré d'impôts. A l'échéance, le capital investi sera intégralement restitué, renforçant ainsi l'attractivité de ce produit auprès des ménages et des opérateurs économiques.

La souscription est ouverte aux citoyens algériens, qu'ils résident en Algérie ou à l'étranger, à travers les établissements habilités, notamment les banques, les compagnies d'assurances et les trésoreries de wilaya. Les investisseurs étrangers sont en revanche exclus de cette première émission, les autorités privilégiant pour l'instant la mobilisation de l'épargne nationale, avec la perspective de futures émissions, éventuellement libellées en devises.

A travers cette initiative, les pouvoirs publics cherchent notamment à capter une partie des quelque 10 000 milliards de dinars estimés circuler dans l'économie informelle. Les sukuk, grâce à leur conformité à la charia et à leur exonération fiscale, sont perçus comme des instruments crédibles pour convaincre les détenteurs de liquidités d'intégrer les circuits financiers officiels, contribuant ainsi à une meilleure bancarisation et à une inclusion financière élargie. Au-delà de l'enjeu budgétaire, cette émission

est appelée à jouer un rôle structurant pour le marché national des capitaux. En introduisant un nouvel instrument de placement sûr, liquide et négociable, le gouvernement ambitionne de renforcer la confiance des épargnants, de diversifier les produits financiers disponibles et, à terme, de faciliter le financement de grands projets publics ou privés, tout en allégeant la pression sur le système bancaire classique.



de proposer des instruments financiers en devises.

Pour les autorités comme pour les marchés, cette première émission constitue un test déterminant. Son succès pourrait ouvrir la voie à

de nouvelles opérations et accélérer l'intégration de la finance islamique dans l'architecture financière nationale. Plus largement, les sukuk souverains apparaissent comme un levier stratégique pour

moderniser le système financier, canaliser l'importante masse monétaire informelle et inscrire l'Algérie dans une dynamique mondiale en pleine expansion.

Azedine Maktour

LANCEMENT HIER DE L'OPÉRATION D'ÉMISSION DE SUKUK SOUVERAINS

Plus de 296 milliards de dinars à mobiliser

Le montant cible de l'opération d'émission de sukuk, dont la souscription a démarré hier, s'élève à 296,650 milliards de dinars. C'est ce qu'indique la note d'information relative à l'opération, publiée par le Trésor public. La valeur nominale du titre (sak) est fixée à 100 000 DA et 1 000 000 DA, pour une durée de maturité de 7 ans, tandis que la période de souscription est arrêtée à deux mois ou jusqu'à l'atteinte du montant cible, selon la note publiée sur le site web dédié à l'opération. Les ressources serviront, selon la même source, au financement de grands projets publics, notamment dans les infrastructures, les équipements et les services publics. Cette émission, réalisée selon la formule Ijara (usufruit) vise des objectifs économiques stratégiques, notamment le financement d'actifs productifs, la relance des grands projets d'infrastructures et la réduction de la dépendance aux formes traditionnelles d'emprunt

public. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à moderniser le système financier national et à aligner les instruments de financement sur les normes internationales de la finance islamique, souligne la note, mettant en avant la capacité de ce type de formules de financement à mobiliser l'épargne nationale dans un cadre juridique sûr et transparent, conforme aux principes de la charia islamique.

Au chapitre des avantages liés à cette opération figure l'octroi aux investisseurs d'un rendement annuel net de 6%, supérieur aux produits d'épargne traditionnels, en plus de son exonération fiscale et de sa conformité aux règles de la charia islamique. Aussi, ces sukuk, lancés par le Trésor public, sont adossés à un portefeuille d'actifs immobiliers appartenant à l'Etat, dont la valeur marchande du droit d'usufruit a été déterminée par la Caisse nationale d'équipement pour le développe-

ment (CNED) et approuvée par la Direction générale des domaines nationaux. Ces actifs comprennent des bâtiments administratifs, des équipements publics appartenant à l'Etat, ainsi que des terrains destinés à la construction.

A titre indicatif, cette opération est destinée aux personnes physiques algériennes, résidentes et non résidentes (particuliers), ainsi qu'aux personnes morales (entreprises) de droit algérien, précise la note, indiquant que la souscription s'effectue auprès des guichets des banques, des succursales de la Banque d'Algérie, de la Trésorerie centrale et de la Trésorerie principale, ainsi que des trésoreries de wilaya et des agences d'assurance. La souscription se fait sur présentation d'une pièce d'identité, suivie du paiement par virement, chèque ou en espèces, contre remise des sukuk au souscripteur.

R. E.

BDL VERS UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE PLUS DE 110 MILLIARDS DA

La Banque de développement local (BDL) prévoit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires de plus de 110 milliards de dinars, soit une augmentation de 10 à 15 % par rapport à l'exercice 2025, a déclaré, hier à Annaba, le directeur général de cette institution financière publique, Mohamed Mebarek. Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'inauguration, aux côtés du wali, Abdelkrim Lamouri, du nouveau siège de la direction régionale d'exploitation, au centre d'Annaba, le même responsable a souligné que ces «prévisions reposent sur un plan ambitieux axé sur la diversification de l'offre bancaire et l'intensification des financements destinés à la consommation et au logement». Il a ajouté que le «renforcement du réseau structurel dans un pôle économique tel qu'Annaba contribuera directement à la modernisation des services et à l'amélioration des conditions d'accueil, reflétant ainsi l'engagement de la BDL à investir dans l'élément humain et à créer une dynamique de développement local en adéquation avec les objectifs financiers fixés par la banque». S'agissant des services financiers, M. Mebarek a évoqué le «succès remarquable» du nouveau crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements location-vente (AADL 3), leur permettant de financer leur apport personnel, avant de souligner que les agences de la banque enregistrent, depuis le lancement de ce produit, dimanche dernier, un important afflux de plus de 20 dossiers par jour, ce qui dépasse, a-t-il affirmé, les attentes et consolide le rôle de la banque en tant qu'institution financière citoyenne, accompagnant les citoyens dans l'obtention de leurs logements. Le DG de la BDL a également donné des éclaircissements au sujet de la finance islamique, soulignant, à cet égard, que «l'expansion continue dans ce domaine inclut la fourniture d'une gamme variée de financements pour l'acquisition de véhicules, lorsqu'ils sont disponibles, ainsi que d'équipements, en plus de produits d'épargne visant à attirer la masse monétaire et à l'intégrer dans les canaux officiels». Le même responsable a ajouté, à ce propos, que le réseau de la Banque de développement local «se tient prêt, sur tout le territoire national, à répondre aux besoins des clients».

R.E.

الهدف بلوغ اكتتاب 296.6 مليار دينار

صكوك سيادية لتمويل مشاريع عمومية كبرى

• تقليل الاعتماد على الأشكال التقليدية للاقتراض العام

صافي، أي أعلى من منتجات الاقتراض التقليدية، إضافة إلى كونها معفاة من الضرائب ومتوافقة مع قواعد الشريعة الإسلامية، ومصادفًا عليها من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للصناعة المالية الإسلامية التابعة للمجلس الإسلامي الأعلى.

كما تم دعم هذه الصكوك، التي أطلقتها الخزينة العمومية، بمحفظة من الأصول العقارية التابعة للدولة، حيث جرى تحديد القيمة السوقية لحق الانتفاع المتعلق بها، من قبل الصندوق الوطني للتجهيز من أجل التنمية (CNED)، والمصادقة عليها من قبل المديرية العامة للأموال الوطنية. وتشمل هذه الأصول مبان إدارية، وتجهيزات عمومية تابعة للدولة، إضافة إلى أراض صالحة للبناء.

أما المعتبرون بالعملية فهم الأشخاص الطبيعيون الجزائريون المقيمون وغير المقيمين، وكذا الأشخاص المعنويون (المؤسسات) الخاضعون للقانون الجزائري، وأشارت المذكرة إلى أن الاكتتاب يتم عبر التقريب من شبابيك البنوك، وفروع بنك الجزائر، والخزينة المركزية والخزينة الرئيسية، إلى جانب الخزائن الولائية ووكالات التأمين، وذلك بتقديم بطاقة الهوية والدفع عن طريق التحويل أو الضك أو نقدًا، مقابل استلام الضك الخاص بالمكتب.

وكانت الخزينة العمومية قد أعلنت، أمس الاثنين، في بيان لها، عن الإطلاق الرسمي لعملية الاكتتاب في الصكوك السيادية «إجراء - حق الانتفاع»، مبرزة أن هذه العملية تدرج ضمن رؤية تهدف إلى تنويع مصادر تمويل الدولة وتعبئة الادخار الوطني.

وأكد المصدر أن هذه المبادرة تجسد «إرادة السلطات العمومية في تعزيز الشمول المالي، وتنشيط سوق رؤوس الأموال، وترسيخ الثقة في الأدوات المالية الجديدة»، داعيًا المواطنين والمؤسسات إلى التعرف على كيفية الاكتتاب، عبر الموقع الرسمي المخصص للعملية.

تبلغ قيمة أول عملية إصدار للصكوك السيادية في الجزائر، التي انطلقت عملية الاكتتاب فيها، أمس، 296.650 مليار دج، حيث ستوجه الموارد المجمعة من هذا الإصدار لتمويل مشاريع عمومية كبرى، لا سيما في مجالات البنية التحتية والتجهيزات والخدمات العامة، بما يساهم في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد، وفق المذكرة الإعلامية الخاصة بالعملية، التي نشرتها الخزينة العمومية.

يرمي الإصدار، الذي يأتي وفق صيغة «إجارة - حق الانتفاع»، إلى تحقيق أهداف اقتصادية استراتيجية، من بينها تمويل الأصول الإنتاجية، وإنعاش مشاريع البنية التحتية الكبرى، وتقليل الاعتماد على الأشكال التقليدية للاقتراض العام، توضح ذات الوثيقة الموقعة من قبل وزير المالية عبد الكريم بولزرود.

ويتعلق الأمر بمبادرة تدرج في إطار نهج استباقي، يهدف إلى تحديث النظام المالي الوطني ومواءمة أدوات التمويل مع المعايير الدولية للتمويل الإسلامي، حيث أبرزت المذكرة قدرة هذا النوع من الصيغ التمويلية على تعبئة المدخرات المحلية، ضمن إطار قانوني آمن وشفاف يتوافق مع مبادئ الشريعة الإسلامية.

وفي إطار هذا الإصدار الموجه للأفراد والمؤسسات، والذي تحصل على شهادة المطابقة الشرعية الصادرة عن الهيئة الشرعية الوطنية للافتاء للصناعة المالية الإسلامية بالمجلس الإسلامي الأعلى، تبلغ القيمة الاسمية للصك 100.000 دج و1.000.000 دج ولمدة 7 سنوات، فيما حددت فترة الاكتتاب بشهرين أو إلى غاية بلوغ المبلغ المستهدف، بحسب ما أورده المذكرة المنشورة بالموقع الإلكتروني المخصص للعملية.

ومن بين مزايا هذه العملية أنها تمنح للمستثمرين عائدا سنويا بنسبة 6 بالمائة

لبنة إضافية في المالية التشاركية.. خبراء:

الاكتتاب.. خطوة مكّمة لمنظومة التمويل الإسلامي

الإسلامي الأعلى، مؤكداً أنّ هذا الاختيار يعكس حرص الجهات المعنية على ضمان مشروعية وكفاءة الضكوك.

وفي حديثه عن مزايا الضكوك السيادية، أشار البروفيسور بوجلال إلى أنها تتميز بكونها معفاة من الضرائب، وأنّ عائد الإيجار للمكتب يصل إلى 6 بالمائة وقابلة للتداول، ممّا يوفر للمستثمرين الطمأنينة والضمان الشرعي، في إطار إرادة سياسية لإنجاح المشروع وتأمين مسلك سليم للأموال خارج الدائرة المصرفية.

وبدوره، أكد عضو المجلس الإسلامي الأعلى، عبد الرحمن سنوسي، على أهمية الضكوك السيادية كأحد منتجات الصيرفة الإسلامية، مشيراً إلى دورها في دعم خزينة الدولة وضمان السيولة، لافتاً إلى أنّ عديد الدول استطاعت تمويل مشاريع كبرى، كالمطارات والمنشآت الفنية عبر هذه الآلية، ممّا يعكس فعاليتها في دعم التنمية على المدى البعيد.

من جهة أخرى، تطرّق المتدخلون أيضاً إلى أهمية التأمين التكافلي، مشيرين إلى دوره في توفير حماية مالية إضافية، مع تعزيز قيم التضامن والتكافل داخل المجتمع، بالإضافة إلى المساهمة في توسيع الشمول المالي وتطوير منتجات تأمينية مبتكرة.

في هذا الصدد، أكد المدير العام للشركة المتوسطة للتأمينات GAM، أحمد حاج محمد، أنّ التأمين التكافلي لا يعد مجرّد بديل للتأمين التقليدي، بل هو نموذج متكامل قائم على قيم التكافل والعدالة وتقاسم الأخطار، وهي مبادئ متجذّرة في المجتمع الجزائري، ومتوافقة مع مرجعيته الدينية والاجتماعية.

وأشار إلى أنّ المرحلة الراهنة تمثل فرصة حقيقية لتطوير منتجات تأمينية مبتكرة تتماشى مع حاجيات السوق الوطنية، بما يساهم في تعزيز الشمول المالي وترسيخ ثقافة التضامن داخل المجتمع.

أجمع خبراء في التمويل الإسلامي، أمس، بالجزائر العاصمة، على أنّ الإطلاق الرسمي للاكتتاب في أول عملية إصدار للضكوك السيادية في الجزائر، يشكل خطوة مهمة ومكّمة لمنظومة التمويل الإسلامي في البلاد، بالنظر لمساهمتها في تعبئة الادخار الوطني لدعم مشاريع التنمية واستقطاب رؤوس الأموال بطريقة شرعية وأمنة.

خلال ندوة حول التأمين التكافلي، أبرز المشاركون أهمية الضكوك السيادية في مسار تطوير التمويل الإسلامي، مشيرين إلى أنّ هذه الأداة الجديدة ستساهم في استقطاب رؤوس الأموال لتوجيهها لتمويل مشاريع البنى التحتية، مساهمة في تنويع مصادر تمويل الاقتصاد. وللإشارة، أعلنت الخزينة العمومية عن الإطلاق الرسمي لعملية الاكتتاب في الضكوك السيادية بصيغة «إجارة - حق الانتفاع»، ابتداء من أمس الثلاثاء، كوسيلة لتعزيز السوق المالية الوطنية ومنظومة التمويل الإسلامي في الجزائر، بحيث تم فتح الاكتتاب أمام الأفراد والمؤسسات، عبر البنوك ومؤسسات التأمين والخزينة العمومية.

في هذا الإطار، ذكر خبير الصيرفة الإسلامية وعضو المجلس الإسلامي الأعلى، محمد بوجلال، أنّ «منظومة التمويل الإسلامي لا تكتمل إلا بالضكوك الإسلامية»، نظراً لمساهمتها الكبيرة في تعبئة الموارد المالية الموجهة للاستثمار واستقطاب رؤوس الأموال بطريقة شرعية وأمنة، مشيراً إلى أنّ نجاح الإصدار الأول قد يفتح المجال لإصدارات لاحقة، مع وجود أفكار لتنويع أنواع الضكوك في المستقبل. وأوضح أنّ صيغة «إجارة - حق الانتفاع»، تم اختيارها بعناية بعد دراسة دقيقة لضمان ملاءمتها للشرعة وأهداف التمويل الإسلامي، وأنّ جميع العقود المرتبطة بالإصدار مرّت على المجلس

الجزائر تطلق أول إصدار سيادي من الصكوك الإسلامية استهداف تمويل مشاريع تنموية كبرى بقيمة 296.65 مليار دينار

• أطلقت الخزينة العمومية الجزائرية، أمس الثلاثاء، عملية الاكتتاب في أول إصدار للصكوك السيادية وفق صيغة "إجارة حق الانتفاع" الإسلامي، بهدف بلوغ قيمة إجمالية تبلغ 296.65 مليار دينار لتمويل مشاريع عمومية كبرى في مجالات البنية التحتية والتجهيزات والخدمات العامة. ويأتي هذا الإصدار، الذي حصل على شهادة المطابقة الشرعية من الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء، في إطار استراتيجية وطنية تهدف إلى تنويع أدوات تمويل الخزينة، وتقليل الاعتماد على أشكال الاقتراض التقليدية، وتعزيز الشمول المالي وتنشيط سوق رؤوس الأموال. وتم تحديد القيمة الاسمية للصك بـ 100.000 دج للأفراد و1.000.000 دج للمؤسسات، بعائد سنوي صافي محدد بـ 6٪، وهو أعلى من منتجات الادخار التقليدية، مع إعفائه من الضرائب. وقد تم تخصيص محفظة أصول عقارية تابعة للدولة (مبان إدارية، تجهيزات عمومية وأراض) لضمان هذا الإصدار، وقد تم تحديد قيمتها السوقية من قبل الصندوق الوطني للتجهيز من أجل التنمية والمديرية العامة للأملاك الوطنية. وتستمر فترة الاكتتاب لمدة شهرين أو حتى تحقيق المبلغ المستهدف، ويمكن للمستثمرين الجزائريين (مقيمين وغير مقيمين) والمؤسسات الخاضعة للقانون الجزائري الاكتتاب عبر شبائيك البنوك وفروع بنك الجزائر ومكاتب الخزينة ووكالات التأمين. وأكدت وزارة المالية أن العملية تمثل إرادة الدولة في تحديث النظام المالي ومواءمته مع المعايير الدولية للتمويل الإسلامي، وتعزيز ثقة المواطنين والمؤسسات في الأدوات المالية الجديدة التي تخدم التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد. حفظ صوالي



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger